

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/CTE/W/60

8 septembre 1997

(97-3585)

Comité du commerce et de l'environnement

Original: anglais

## NATURE ET PORTEE DES PROJETS APPUYES PAR LE FONDS MULTILATÉRAL

### Communication du Fonds multilatéral pour la mise en oeuvre du Protocole de Montréal

#### I. CREATION DU FONDS

1. A leur deuxième réunion (juin 1990), les Parties au Protocole de Montréal ont institué, pour une période de trois ans (1991-1993), un Mécanisme provisoire de financement qui comprenait un Fonds multilatéral. Les contributions au Fonds provisoire ont été établies initialement à \$US 160 millions pour la période 1991-1993, montant qui est passé ensuite à \$US 240 millions durant la même période. Le Fonds est devenu permanent en janvier 1993, et disposait de nouvelles ressources s'élevant à \$US 455 millions pour un nouveau triennat (1994-1996). En novembre 1996, les Parties ont approuvé un troisième approvisionnement de fonds, d'un montant de \$US 466 millions, pour la période 1997-1999.

2. Aux termes du Protocole, les pays sont classés en deux catégories, correspondant en gros aux pays développés et aux pays en développement. Ce dernier groupe est défini plus précisément au paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole comme étant des pays Parties en développement dont la consommation annuelle de substances appauvrissant la couche d'ozone par habitant est inférieure à 0,3 kg. Ces pays sont désignés sous le terme de pays visés à l'article 5, et sont admissibles aux fins d'assistance au titre du Fonds. Les pays non visés à l'article 5 ont la responsabilité de financer le Fonds, dans des proportions fondées sur le barème de contribution des Nations Unies.

#### II. STRUCTURE DU FONDS

3. Les politiques générales et les niveaux de financement du Fonds multilatéral sont déterminés par les Conférences des Parties au Protocole de Montréal. La responsabilité de superviser le fonctionnement du Fonds est confiée à un Comité exécutif, assisté par le Secrétariat du Fonds. La mise en oeuvre du Fonds est assurée par quatre agences d'exécution.

##### A. Le Comité exécutif

4. Le Comité exécutif se compose de 14 membres, dont la représentation est répartie également entre les pays visés à l'article 5 et les pays non visés; ils sont nommés par les Parties au Protocole de Montréal pour un mandat d'un an. Le président et le vice-président, choisis parmi les 14 membres, représentent chacun un des deux groupes de pays, les fonctions alternant d'un mandat à l'autre entre les deux groupes. Le Comité a pour tâches d'établir et de surveiller les politiques opérationnelles, les lignes directrices et les dispositions administratives, les budgets, l'affectation et le décaissement des ressources, ainsi que les critères de recevabilité des projets et d'examiner les rapports de performance. Le Comité se réunit trois ou quatre fois par an.

B. Le Secrétariat du Fonds

5. Le Secrétariat aide le Comité exécutif à s'acquitter de ses tâches. Ses activités portent sur l'élaboration du plan d'activités triennal à horizon mobile, la mise en oeuvre d'un système de décaissement de fonds, la surveillance des dépenses et des activités des agences d'exécution, l'évaluation des projets d'investissement, des plans d'activités des agences, des programmes de pays et des programmes de travail, l'établissement de politiques opérationnelles et les fonctions d'agent de liaison entre le Comité, les gouvernements et les agences d'exécution.

C. Les agences d'exécution

6. Le Comité exécutif est lié par des accords contractuels à quatre organismes internationaux. Ces accords définissent les responsabilités de ces organismes relatives à l'assistance à fournir aux pays visés à l'article 5 en vue de la préparation de programmes de pays, d'études de faisabilité et de propositions de projets, et de l'apport d'une assistance technique pour l'établissement et la mise en oeuvre de projets. Ces organismes sont: le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et la Banque mondiale. Le PNUE exécute des activités non liées aux investissements et assure les fonctions de centre d'échange d'information, tandis que les autres organismes se concentrent surtout sur les projets d'investissement et les transferts de technologies des entreprises aux pays visés à l'article 5.

III. PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU FONDS

7. Le Fonds multilatéral a pour objectif de permettre aux pays visés à l'article 5 de s'acquitter de leurs obligations aux termes du Protocole de Montréal de 1987 et de ses amendements ultérieurs.

8. Le Fonds multilatéral est un fonds axé sur l'environnement plutôt que sur le développement. Il ne finance que les surcoûts convenus encourus par les pays visés à l'article 5 en raison de l'élimination progressive de leur consommation d'ODS. Les Parties au Protocole de Montréal ont adopté une liste indicative des catégories de surcoûts qui sert de base à la détermination de l'admissibilité des coûts. C'est le Comité exécutif qui est chargé de déterminer en fin de compte si les surcoûts sont recevables et d'approuver les projets au titre du Fonds multilatéral.

9. Les catégories de surcoûts admissibles comprennent, entre autres, la fourniture de solutions de remplacement (ex: reconversion d'une usine de production d'ODS), l'utilisation comme produit intermédiaire dans le processus de fabrication (ex: reconversion d'installations de production et formation connexe) et certaines catégories d'utilisation ultime (ex: récupération et recyclage d'ODS, réduction des émissions non voulues d'ODS et leur destruction ultérieure). Le Fonds multilatéral défraie le coût des nouveaux équipements admissibles, l'adaptation d'installations, les frais de droits, de licences et de permis, les frais de transfert de technologie et les dépenses d'exploitation.

A. Transfert de technologies

10. Bien que le Fonds assure les transferts de technologie, il n'en fait pas une mission, puisque les transferts de technologie ne sont qu'un moyen et non pas une fin en soi. Des accords de transfert de technologie ont été financés dans le cadre de propositions de projets approuvées par le Comité exécutif dans les secteurs du tabac, des mousses, de la réfrigération et de la climatisation.

11. Pour être recevable aux fins de financement des surcoûts, la technologie retenue doit représenter l'option la plus efficace par rapport aux coûts et la plus efficiente, être viable sur le plan de

l'environnement, ne pas faire l'objet de double comptage (c'est-à-dire ne pas être déjà financée dans le cadre d'autres activités) et contribuer aux efforts d'élimination rapide d'un pays visé à l'article 5. Dans certains cas, le transfert de technologie mis en oeuvre au titre du Fonds a été très rapide. En effet, le Fonds a appuyé le transfert de technologies inoffensives pour la couche d'ozone vers des pays visés à l'article 5 qui, dans certains cas, les appliquaient en même temps que les pays développés.

B. Modalités opérationnelles

12. Les pays bénéficiaires éventuels préparent des programmes de pays avec le concours de l'une des quatre agences d'exécution.

13. Durant la période initiale de fonctionnement du Fonds, les agences d'exécution ont joué le rôle de catalyseur principal permettant aux pays visés à l'article 5 d'avoir accès au Fonds. L'on s'était rendu compte dès le début que ces pays ne disposaient pas d'institutions capables d'identifier ou de mettre en oeuvre des projets recevables. Le Comité exécutif a donc décidé de financer la mise en place des moyens nécessaires (centres d'ozone) dans les pays visés à l'article 5, même si ces activités ne figuraient pas dans la liste des catégories de surcoûts recevables. Aujourd'hui, l'établissement des centres d'ozone dans ces pays est devenu un élément permanent du Fonds, à l'instar des programmes de pays.

14. Les programmes de pays indiquent les niveaux de consommation et de production d'ODS d'un pays par secteur industriel. Les consommateurs d'ODS sont également recensés par la même occasion. Ces données facilitent l'identification et la préparation des projets. Lorsque le pays est prêt, les agences d'exécution invitent tous les secteurs de consommation d'ODS à participer à des ateliers pour leur expliquer comment obtenir l'appui du Fonds. A ces ateliers, les agences d'exécution, le Secrétariat du Fonds et les experts internationaux dans ces secteurs, fournissent des informations sur les produits de remplacement des ODS et les technologies connexes, ainsi que sur les politiques opérationnelles du Fonds, notamment la procédure à suivre pour obtenir le financement des projets.

C. Propositions de projets

15. Le Fonds finance, par l'intermédiaire du Comité exécutif, la préparation de projets dans certains secteurs, en donnant une suite favorable aux demandes de financement pertinentes. Des propositions de projets sont alors rédigées par les agences d'exécution, qui les soumettent ensuite au Comité exécutif au nom du pays visé à l'article 5 intéressé.

16. Les propositions de projets contiennent des informations sur l'historique du secteur et des entreprises visés, sur la technologie à base d'ODS qui est utilisée, sur la technologie de remplacement qui est proposée et son coût, et sur le calendrier d'exécution. Le Secrétariat du Fonds examine ces propositions pour s'assurer que la technologie proposée est sans danger pour la couche d'ozone et que les coûts sont effectivement des surcoûts. Comme suite à cet examen, le Secrétariat recommande au Comité exécutif les mesures à prendre.

D. Profil des projets financés

17. Les projets financés sont groupés en deux grandes catégories, à savoir les projets d'investissement et les projets non liés aux investissements. Ces derniers comprennent toutes les activités de renforcement des moyens, les enquêtes, l'assistance technique et la formation. Quant aux projets d'investissement, ils portent principalement sur la reconversion des installations industrielles. Dans les pays visés à l'article 5 qui ont un taux élevé de consommation d'ODS, des projets de démonstration sont mis en oeuvre pour assurer l'adoption et l'adaptation de la nouvelle technologie avant de l'appliquer sur une grande échelle dans un secteur industriel donné. Des projets de démonstration sont également exécutés dans

les pays visés à l'article 5 à faible volume de consommation, dans le domaine de la récupération et du recyclage des ODS.

18. Jusqu'ici, le Fonds a octroyé des subventions dans quelque 106 pays visés à l'article 5 pour les catégories de projet ci-après:

- \$US 7 millions pour la préparation de programmes de pays;
- \$US 17 millions pour l'établissement de centres d'ozone;
- \$US 30 millions pour la préparation de projets;
- \$US 47 millions pour l'assistance technique;
- \$US 11 millions pour la formation;
- \$US 6 millions pour des projets de démonstration; et
- \$US 500 millions pour des projets d'investissement.

19. Les projets financés relèvent d'importants secteurs industriels, tels que les aérosols, les mousses, la réfrigération et la climatisation, le nettoyage des métaux et le nettoyage électronique, le gonflage du tabac, les extincteurs, l'industrie alimentaire et l'agriculture (bromure de méthyle).

#### IV. REALISATIONS ET DEFIS

20. Le Fonds multilatéral a été bien subventionné, ayant reçu 87 pour cent des contributions pour la période 1991-1996 et environ 30 pour cent des contributions de 1997. (Il n'est pas rare que les contributions ne soient reçues que vers la fin de l'année).

21. Les activités financées sont évaluées à \$US 618 millions en juin 1997, ce qui permettra une élimination totale de 80 000 tonnes d'ODS environ, soit 40 pour cent de la consommation actuelle indiquée par les pays visés à l'article 5.

22. Comme première étape de la préparation de projets dans le secteur, des lignes directrices sur l'élimination de la production de CFC sont en cours d'élaboration par un Groupe d'experts composé de spécialistes de pays visés à l'article 5 et de pays non visés.

23. L'établissement de stratégies en vue d'éliminer des secteurs entiers dans les pays à taux élevé de consommation d'ODS a été financé et une de ces stratégies (portant sur le secteur des halons en Chine) sera examinée pour la première fois par le Comité en novembre 1997.

24. Le Comité exécutif a adopté de nouvelles méthodes pour éliminer l'utilisation d'ODS dans les petites et moyennes entreprises (PME). Elles comprennent notamment l'approbation de tout projet de reconversion dans un pays dont le volume de consommation est égal ou inférieur à 360 tonnes d'ODS, indépendamment de son rapport coût-efficacité.

25. Il sera d'une importance cruciale durant le triennat 1997-1999 de pouvoir conserver l'élan acquis, puisque tous les pays visés à l'article 5 seront tenus de limiter leur niveaux de consommation et de production d'ODS aux niveaux atteints durant la période 1995-1997. La majorité des pays visés à l'article 5 auront sans doute déjà mis en oeuvre cette première mesure de contrôle, mais quelques grands consommateurs d'ODS ont encore beaucoup de retard.

26. Si le transfert de technologies selon des termes équitables et dans les conditions les plus favorables est déjà réalisé dans une grande mesure dans le secteur de la consommation d'ODS, il est encore à l'ordre du jour des délibérations sur le secteur de la production. A leur huitième réunion (novembre 1996), les Parties ont institué un groupe informel pour s'occuper de cette question particulière.